

dition revue et augmentée d'une introduction inédite.

C'est une politique secrète qui fut menée par Paris au Rwanda de 1990 à 1994. Elle fut décidée par quelques-uns, qui agirent hors de toute règle, hors de tout débat et au prix d'importantes entorses à la légalité républicaine.

Voilà l'inavouable.

Cette politique fut une "erreur criminelle". Elle n'a été mise au jour qu'après le dernier génocide du xx<sup>e</sup> siècle. Depuis, une trentaine de responsables se cachent derrière "la France".

Enfin à l'abri derrière ce paravent, ces hommes politiques et militaires, avec leurs porte-voix, n'hésitent pas à multiplier déclarations outrancières, procès d'intentions et écrans de fumée. Pour que, surtout, nul n'aille regarder de l'autre côté.

C'est pour ces raisons que j'ai décidé de republier *L'Inavouable, La France au Rwanda*. Sorti en 2004, ce livre a été le fruit d'un travail de dix ans. Il a nourri la discussion et pas un de ses éléments n'a jamais été démenti.

Le jeu de cache-cache n'a que trop duré. Cela fait quinze ans. Il est temps. »

Patrick de Saint-Exupéry est écouté, certains responsables français au plus haut niveau pourraient un jour se voir cuser de complicité de génocide. »

Collette Braeckman, *Le Soir*

sur le comportement (accablant) de la France avant, pendant et après le génocide, il faut lire ce réquisitoire. »

Jacques Amalric, *Libération*

Avec courage, Patrick de Saint-Exupéry fait œuvre salutaire. » Charles Ambroschini, *Le Figaro*

« Un livre courageux, précis et émouvant. » Benjamin Ivry, *The Wall Street Journal*

« Un essai implacable et courageux » Vincent Hugueux, *L'Express*

« Saint-Exupéry a l'œil absolu comme d'autres en musique ont l'oreille absolue. Il raconte et on le suit. Il fait des comptes qui ne plairont pas aux diplomates. Mais s'agit-il de plaire ? Car la France arma et protégea les tueurs. » Éric Fottorino, *Le Monde*

Patrick de Saint-Exupéry est cofondateur et rédacteur en chef de la revue *XXI*, après avoir été grand reporter pendant vingt ans au *Figaro*. Il a reçu le prix Albert-Londres, le prix Humm et le prix Bayeux des correspondants de guerre.



Couverture SuperStudio  
# 949.690.3  
ISBN : 978-2-35204-083-5

19,80 €

Patrick de Saint-Exupéry

Complices de l'Inavouable

les arènes

Général Didier Tauzin  
Amiral Lanxade  
Général Jean- Dominique  
Pierre Huchon de Villepin  
Colonel Grégoire  
de Saint-Quentin  
Général BNP  
Jacques Rosier  
Colonel Patrice Sartre  
Complices de l'Inavouable  
Bruno Delaye  
La France au Rwanda  
Colonel de Stabenrath  
Pierre-Yves Gilleron  
Patrick de Saint-Exupéry  
Jean-Yves Ollivier  
Bernard Debré  
Crédit lyonnais  
les arènes  
Général Raymond Germanos  
Édouard Balladur  
Dominique Pin  
Paul Barril  
Pierre Péan  
Amiral Marin Gillier  
François Léotard  
Général Lafourcade  
Paul Dijoud  
Général Christian Quesnot  
Colonel Jean-Marc Rochereau de La Sablière  
Michel Robardey  
Jean-Michel Marlaud  
Jean-Christophe  
Hubert Védrine  
Mitterrand



Paris, le 1<sup>er</sup> mars 2009.

Je suis allé pour la première fois au Rwanda en 1990, comme journaliste. J'avais 28 ans. François Mitterrand était à l'Élysée, Michel Rocard à Matignon.

J'y suis retourné en 1993, puis en 1994 pendant le génocide, toujours comme reporter. J'avais 31 ans. François Mitterrand était à l'Élysée, Édouard Balladur à Matignon.

En 1998, j'ai publié dans *Le Figaro* une longue enquête sur la France et le Rwanda. J'avais 35 ans. Jacques Chirac était à l'Élysée, Lionel Jospin à Matignon.

En 2004, j'ai écrit *L'Inavouable, La France au Rwanda*. J'avais 41 ans. Jacques Chirac était à l'Élysée, Jean-Pierre Raffarin à Matignon.

Nous sommes en 2009. J'ai 46 ans. Nicolas Sarkozy est à l'Élysée, François Fillon à Matignon.

Et le dossier rwandais toujours sur la table.

Son intitulé tient en un mot : complicité. Ce mot est terrible. Chaque fois qu'il l'entend, Hubert Védrine dit : « *C'est monstrueux...* » Et, immanquablement, l'ancien Secrétaire général de l'Élysée sous Mitterrand assène qu'il est « *monstrueux* » d'accuser la France de complicité dans le dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle.

Si la question était « *La France, complice ?* », Hubert Védrine n'aurait pas tort. Mais ce n'est pas la bonne question. Celle-ci est bien plus simple. Et c'est pour cela qu'elle l'effraie et qu'il fait tout pour l'enterrer.

La question est : François Mitterrand, complice ?

Et par voie de conséquence : Hubert Védrine, complice ? Le commandant Paul Barril, complice ? Dominique de Villepin, complice ? Le général Huchon, complice ? Le général Quesnot, complice ? L'amiral Lanxade, complice ? Édouard Balladur, complice ? Alain Juppé, complice ? ...

On ne fait jamais assez attention aux évidences. Il en est pourtant une, aveuglante : « la France » n'a pas à endosser ce dossier. C'est une politique secrète qui fut menée par Paris au Rwanda de 1990 à 1994. Elle fut décidée par quelques-uns et mise en œuvre par un noyau, au prix d'importantes entorses avec la légalité républicaine. Jamais le Parlement ne fut informé. Jamais « la France » ne fut au courant.

Cette politique a été tramée dans les coulisses du pouvoir, dans les officines de la cour. Hors de toute règle. Hors de tout débat.

Elle ne fut mise au jour qu'une fois le pire commis. Et dès lors, pour masquer les responsabilités, « la France » servit de paravent. Tout comme les maîtres d'œuvre du génocide s'abritèrent derrière leur peuple, les responsables français impliqués dans le dossier se sont retranchés derrière « la France ».

Ce tragique cache-cache dure depuis maintenant 15 ans. Depuis 15 ans, « la France », c'est-à-dire vous et moi, nous trouvons sommés d'accepter ou de refuser la marque d'infamie alors que nous n'y sommes pour rien.

En 2004, lors de la publication de *L'Inavouable*, j'étais en colère. Je le reste aujourd'hui et le resterai peut-être. Simple Français, je ne peux accepter – comme beaucoup, je pense – de servir de paravent à des hommes qui, après avoir aspiré aux charges, esquivent les responsabilités. Et refusent d'admettre, en propre, leur part d'inavouable.

« *L'Inavouable* » n'est pas un mot, ni une notion. Il est une réalité. En 1994, il se produisit au Rwanda un génocide, celui des Tutsis. Quinze ans après les faits, la France et ses responsables politiques restent les seuls au monde à être incapables de clairement nommer ces « événements ». Pourquoi ?

Le président américain Bill Clinton s'est rendu, en avril 1998, à Kigali. Il y a prononcé des mots très simples : « *Nous n'avons pas désigné immédiatement ces crimes de façon appropriée, "un génocide"* ». Le Secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan, a aussi fait le déplacement, tout comme le Premier ministre belge, Guy Verhofstadt. En 2004, à Kigali, il a « *honoré la mémoire des victimes du génocide* ».

La France des responsables politiques, elle, se tait. La mémoire des victimes du génocide l'encombre, lui pèse, la gêne. Ces assassinés sont insupportables. Ils ont été exterminés par ceux qui commirent le génocide. Ceux-là mêmes qui, bien vivants eux, exigent de nos dirigeants le respect des engagements passés. « *Il n'était pas question aux yeux de François Mitterrand de châtier les auteurs hutus du génocide* », souligne Édouard Balladur dans un courrier du 9 juin 1998. Quinze ans plus tard, il n'est toujours pas question de « *châtier les auteurs hutus du génocide* ». Voilà l'Inavouable.

Des dizaines de plaintes ont été déposées en France contre des réfugiés rwandais soupçonnés d'avoir participé à l'extermination. Certaines ont plus de 10 ans. Elles sont toujours en sommeil. « *Obstruction* » : tel fut le mot employé par la Cour européenne des Droits de l'homme qui, en juin 2004, condamna Paris dans ce dossier.

Jamais un soldat ou un officier français n'a déposé du côté des victimes. En revanche, cinq gradés ont témoigné pour la défense d'accusés de génocide. Les auditions de ces officiers français, tous passés par le Rwanda avant et pendant les faits, se sont déroulées dans de surprenantes conditions.

Sans la moindre explication, Paris affirma que la « *sécurité nationale* » – le masque du « *secret d'État* » – pouvait être mise en cause. Des négociations eurent lieu avec le Tribunal pénal international. Elles se conclurent par un accord inédit au terme duquel les auditions furent réalisées en présence d'un représentant du gouvernement. Pour « *certaines questions* », celui-ci disposait du pouvoir de lever un drapeau rouge, dégageant ainsi « *le témoin* », c'est-à-dire les officiers français, de « *l'obligation de répondre* ».

Chargé de la formation d'un bataillon para-commando et premier étranger à s'être rendu sur les lieux du crash de l'avion présidentiel le lendemain des faits, le colonel Grégoire de Saint-Quentin a témoigné pour la défense du major Aloys Ntabakuze. Accusé de « *génocide* », « *crimes contre l'humanité* » et « *crimes de guerre* », Ntabakuze a été condamné à la prison à vie.

Anciens responsables opérationnels de l'opération Turquoise, les généraux Jean-Claude Lafourcade, Jacques Rosier et Patrice Sartre ont témoigné pour le



colonel Gratien Kabiligi. Poursuivi pour « *génocide* » et « *crimes contre l'humanité* », Kabiligi a été relaxé.

Adjoint à l'attaché de défense de l'ambassade de France à Kigali en 1994, le lieutenant-colonel Jean-Jacques Maurin a témoigné pour la défense du colonel Théoneste Bagosora. Tenu pour le « *cerveau du génocide* », Bagosora a été condamné à la prison à vie.

Au lendemain de ces jugements rendus le 18 décembre 2008, j'ai été invité à participer à l'émission matinale de Nicolas Demorand sur France Inter. J'y ai dit exactement ce que je viens de dire : que le Rwanda ne posait pas problème à la France, mais à ceux qui, dans le plus grand secret, mirent en œuvre une politique ayant mené à l'échec et au désastre.

Interrogé sur la notion de « *complicité* », j'ai précisé que, juridiquement, « *on peut être complice d'un crime sans y avoir participé activement* ». J'ai insisté : « *C'est toute la question qui est aujourd'hui posée – non à la France – mais aux responsables politiques qui avaient la maîtrise du dossier rwandais dans les années 1990* ».

Paul Quilès s'est très vite invité au téléphone. Ancien président de la mission parlementaire d'information sur le Rwanda, ancien ministre de François Mitterrand, il entendait protester contre les propos tout juste entendus à l'antenne : « *Ce que je considère comme monstrueux, c'est que devant cette immense stratégie... – "immense tragédie",*

se corrige Paul Quilès – ... *certains disent au Rwanda, et d'autres le relaient, que la France a préparé et voire participé au génocide.* »

« *Je ne comprends pas l'emploi de ce mot complicité* », intervient Bernard Guetta, le chroniqueur géopolitique de France Inter, qui demande : « *Ça veut dire quoi complicité? Que la France voulait, souhaitait l'organisation de ce génocide? L'a soutenu?* »

– *Il n'a jamais été question de souhaiter un génocide. Il a été question de participer de fait indirectement à la réalisation d'un génocide.* »

Théoneste Bagosora, le « *cerveau du génocide* », vient alors d'être condamné à vie. Passé par l'École de guerre, il était proche de Paris. Il était aussi au cœur de la tragédie. J'explique qu'en juin 1994, trois mois après le début du génocide en cours, Bagosora est aux Seychelles, où il reçoit un virement de la BNP Paris de plusieurs centaines de milliers de dollars pour 80 tonnes d'armes. Ces armes doivent être livrées à Goma, où les tueurs se sont rassemblés. « *Nous sommes trois mois après le début du génocide et il est question de livraison d'armes à ceux qui commettaient le génocide.*

– *And so what?* » lance Bernard Guetta.

Les tueurs reçoivent pendant le génocide de quoi s'armer. « *Et alors?* » demande le chroniqueur.

Paul Quilès enchaîne : « *Patrick de Saint-Exupéry oublie de dire que l'attaque militaire venait d'un pays étranger*

*et que la France a un accord de défense.* » Faux : la France n'a jamais eu d'accord de défense avec le Rwanda. Paul Quilès le sait.

Il poursuit : « *La France n'était plus présente au Rwanda jusqu'au 6 avril 1994* », jour de l'attentat contre l'avion présidentiel. Encore faux. À cette date, au moins 24 coopérants militaires sont toujours présents au Rwanda. Paul Quilès le sait bien et ne peut ignorer que le colonel Grégoire de Saint-Quentin est le premier étranger à avoir eu accès aux lieux de l'attentat.

Il continue : « *Il est faux, il est monstrueux de dire que la France a participé au génocide et a livré des armes alors que Patrick de Saint-Exupéry sait très bien – et c'est dramatique – que la majeure partie du génocide s'est effectuée avec autre chose que des armes à feu.* » Faux encore. Le génocide a été réalisé avec des machettes, des houes, mais aussi des grenades, des fusils et des balles. Paul Quilès le sait : les rares constats établis par les soldats français déployés au Rwanda pendant l'opération Turquoise en font foi.

Nicolas Demorand prend le micro : « *Paul Quilès, j'ai un fort sentiment de malaise.*

– *Il y a eu des erreurs, des maladresses, des analyses insuffisantes de la situation. De là à dire que la France a préparé et participé au génocide, c'est insupportable.* »

Non, c'est fascinant. Exceptés Paul Quilès et Bernard Guetta, qui donc a formulé l'hypothèse « *insupportable* » d'une « France » ayant « *préparé et participé au génocide* » ?

Personne. Paul Quilès biaise. C'est le jeu. Tel qu'il dure depuis 15 ans.

Plusieurs semaines après cette émission, je trouve un message laissé sur le répondeur du téléphone. Un haut responsable du Quai d'Orsay me signale qu'à la suite de l'échange sur France Inter, un porte-parole a fait une déclaration officielle. La France, dit-il, reconnaît qu'en 1994 il s'est produit « *un génocide, celui des Tutsis du Rwanda* ».

Nous sommes début janvier 2009. Ces mots n'avaient jamais été prononcés. Ils sont une importante, mais discrète prise de position. À ce jour, aucun dirigeant politique n'a encore été capable de les reprendre.

Dans son message, le haut responsable du Quai d'Orsay donnait une étrange précision. Il disait mentionner volontairement l'information au téléphone car « *au moins, les choses seront claires pour ceux qui écoutent* (la ligne) ». Ainsi donc, quand il est question du Rwanda dans la France de 2009, le téléphone tient lieu de tam-tam.

C'est un détail, mais les détails sont souvent symptomatiques. En l'occurrence, il témoigne de la rudesse de l'affrontement engagé dans les coulisses de l'État depuis 1994. Le débat ne recoupe aucune des lignes traditionnelles, il échappe donc à de nombreux observateurs. Il est pourtant très simple et Paul Quilès en a formulé le



premier terme : « *Il y a eu des erreurs, des maladresses, des analyses insuffisantes de la situation.* » Le deuxième terme découle du premier : ces « *erreurs, maladresses et analyses insuffisantes de la situation* » entraînent-elles des conséquences ? Ou non ?

Là est le nœud, tendu à l'extrême. Dans la balance, un génocide de 800 000 morts.

Au fil des années, trois positions se sont articulées.

La première, la plus extrémiste, consiste à dire qu'il n'y a eu ni « *erreurs* », ni « *maladresses* », ni « *analyses insuffisantes de la situation* ». Les responsables français ont été parfaits. Circulez, il n'y a rien à voir.

Cette position a un porte-voix : Pierre Péan. Confident de François Mitterrand – qui lança la théorie du « *double génocide* » – et de Jacques Chirac – qui la laissa prospérer –, Pierre Péan s'est décrété expert du Rwanda après avoir été éclairé, dit-il, par une confidence de François Mitterrand recueillie en 1994 alors qu'il travaillait à un livre sur le passé pétainiste du président : « *Savez-vous* », lui glissa le Florentin, « *que les Tutsis massacrent aussi ?* ».

La messe était dite. Sans jamais poser les pieds au Rwanda, Pierre Péan se mit à affirmer qu'il y eut un, deux, voire trois génocides au Rwanda. Les Tutsis, poursuivit-il, n'ont pas été assassinés par des extrémistes

hutus, comme rescapés et témoins ont pu le dire et la justice internationale en prendre acte. Non, Pierre Péan n'y était pas, n'y est jamais allé, mais il le sait, en est convaincu : les Tutsis ont été assassinés par... les Tutsis. Ceux-ci ont, volontairement, déclenché l'enfer afin de prendre le pouvoir. Ce n'était pas un génocide, mais un autogénocide. Un suicide calculé.

Malgré son absurdité, Hubert Védrine a salué la démonstration de Péan, tout comme de nombreux officiers et anciens responsables.

La deuxième position est celle de Paul Quilès. Elle est apparemment claire puisqu'elle consiste à admettre qu'« *il y a eu des erreurs, des maladresses, des analyses insuffisantes de la situation* ». Elle est aussi apparemment équilibrée, puisqu'elle se présente comme un juste milieu. Mais elle est intenable, car elle s'arrête net.

Hubert Védrine le sait bien qui navigue aisément entre Pierre Péan et Paul Quilès. Admettre des « *erreurs* » sans conséquences n'est pas pour gêner l'ancien Secrétaire général de l'Élysée qui de la « *realpolitik* » a fait une profession. Son alter ego, Dominique de Villepin, qui tint en 2003 le discours du « *double génocide* », n'éprouve pas plus d'inconfort.

Pour d'autres raisons – essentiellement le refus d'un douloureux déballage –, des hommes comme Alain Juppé et Édouard Balladur admettent qu'il ait pu y avoir

des « erreurs » à la condition expresse, toutefois, que cette reconnaissance serve de point final.

La troisième position est incarnée par Bernard Kouchner. Début 2008, ministre des Affaires étrangères, il a fait un voyage discret à Kigali et y a déclaré que Paris a commis, non pas des « erreurs », mais une « faute politique ». Bien avant et à titre personnel, Bernard Kouchner avait déjà parlé d'« erreurs criminelles ».

Le pas du ministre suscita aussitôt une bronca. Sur son blog, Alain Juppé fit état de sa colère. Édouard Balladur adressa au ministre des Affaires étrangères une lettre de protestation et en fit suivre copie au chef de l'État, Nicolas Sarkozy.

Proche d'Hubert Védrine, Pierre Péan entra dans un état de fureur. Et décida de s'atteler à la rédaction d'un brûlot sur Bernard Kouchner. Dès les premières pages du livre<sup>1</sup>, aujourd'hui publié, il annonce la couleur : « *C'est à propos du Rwanda et de la nouvelle politique qu'il mène à l'égard de ce pays depuis son arrivée au Quai d'Orsay que je me suis vraiment intéressé à ce personnage.* » Péan ne cache pas son intention : « carboniser » Bernard Kouchner.

Pour ce faire, après avoir noirci des dizaines de feuillets ineptes sur le Rwanda, Pierre Péan, porte-parole de la position dure, glisse à la fin de l'ouvrage un chapitre sur le Gabon et les contrats du Dr Kouchner qui, il le

1. *Le Monde selon K.*, Fayard, 2009.

sait, fera polémique. Et, espère-t-il, devrait « enterrer » le ministre.

Les termes du débat se trouvent clairement posés. Le dossier rwandais est à ce point crucial que, pour certains, il justifie tout. Règlements de comptes et attaques *ad hominem* compris.

Pourquoi une telle rage ? Pierre Péan affirme ceci : sur le dossier rwandais, « *Bernard Kouchner néglige, méprise, insulte même tous les hommes politiques, les militaires et les juges français* ».

Égrenée dans le livre, la liste de « tous » ces « Français » (« politiques », « militaires » et « juges ») « insultés » paraît singulièrement courte. Côté politiques figurent « *François Mitterrand, Édouard Balladur, Alain Juppé, Dominique de Villepin, Paul Dijoud, Hubert Védrine et divers hauts fonctionnaires* ». Côté militaire, les noms sont à peine plus nombreux : de l'ordre de la douzaine<sup>1</sup>. Quant aux « juges », seul est nommé le juge Bruguière.

1. Sont cités : trois responsables à Paris dans les années 1990 (l'amiral Jacques Lanxade, le général Christian Quesnot et le général Raymond Germanos) ; six officiers envoyés au Rwanda dans les années 1990 (le général Jacques Rosier, le général Didier Tauzin, le colonel Grégoire de Saint-Quentin, le colonel Cussac, le colonel Roux et le colonel Michel Robardey) ; cinq officiers de l'opération Turquoise menée en 1994 (le général Jean-Claude Lafourcade, le général Patrice Sartre, le général Éric de Stabenrath, le contre-amiral Marin Gillier et le colonel Jacques Hogard).

Tous ces officiers ont demandé audience à l'Élysée. Ils ont été reçus le 19 septembre 2008 par Jean-Daniel Levitte, le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy. Puis, à nouveau, le 1<sup>er</sup> octobre 2008. Ils seraient « amers », selon Pierre Péan.



Voilà donc, selon Péan, la France « *négligée, méprisée, insultée même* ». En tout, une trentaine de personnes. Six anciens responsables politiques, quelques hauts fonctionnaires, une douzaine de soldats, un juge.

Voilà donc la France de Péan : un noyau dur réfugié derrière un paravent. Un noyau dur qui, à des degrés divers, n'hésite pas depuis des années à multiplier déclarations outrancières, procès d'intentions et écrans de fumée afin que, surtout, nul n'aille regarder de l'autre côté du paravent.

L'affaire de l'attentat du 6 avril 1994, qui donna le signal du génocide, est à cet égard exemplaire. Dans l'ordre d'apparition, on vit d'abord surgir dès la fin des « *événements* » un ancien officier de gendarmerie. Brandissant une fausse « *boîte noire* », le capitaine Paul Barril mentit ouvertement dans l'intention affirmée de faire porter la responsabilité du génocide sur les Tutsis.

Le mensonge éventé, Paul Barril en difficulté, une instruction est alors confiée au juge Bruguière. Au nombre des témoins entendus par le magistrat ? Paul Barril, bien sûr, mais aussi le général Huchon (responsable en 1994 de la coopération militaire avec le Rwanda), le colonel de Saint-Quentin (présent à Kigali le 6 avril 1994), le soldat Pascal Estavada (également à Kigali), le colonel rwandais Cyprien Kayumba (en charge des achats d'armes pendant le génocide), le colonel Bagosora (le « *cerveau du génocide* »)...

Pendant 8 ans, le dossier est retenu par le magistrat. Il faut attendre 2006 pour que le juge rende son ordonnance. Sans jamais avoir demandé à aller au Rwanda, sans jamais avoir exploré l'ensemble des hypothèses, Bruguière lance 9 mandats d'arrêt internationaux contre des caciques de l'actuel régime de Kigali, qu'il dit tenir pour responsables du génocide.

La bombe est à effet immédiat : les relations diplomatiques entre Paris et Kigali sont rompues.

La bombe est aussi, et surtout, un pétard mouillé. On s'en apercevra lorsque, peu avant la clôture de l'instruction, l'un des mis en cause se fera volontairement arrêter et transférer à Paris ce qui, de fait, oblige à la communication des pièces et, éventuellement, à la tenue d'un procès public. Les parties civiles hurleront alors à la « *manipulation* » et, plutôt que de s'en féliciter, s'indigneront de l'arrestation d'un présumé coupable. Étrange, non ?

Non, logique. J'ai lu récemment le dossier Bruguière, tout le dossier, ses milliers de pages. Et il sonne creux, partout. Il est copieux comme un laborieux montage peut l'être. Mais chaque ligne, chaque paragraphe déborde d'intentions, et les faits sont bien rares.

Quand Bruguière interroge le colonel de Saint-Quentin, il ne lui demande pas les raisons de son séjour à Kigali en ce mois d'avril 1994 où, selon Paul Quilès, « *la France n'était plus présente* ». Il ne lui demande pas plus pourquoi il fut le seul étranger à avoir accès aux lieux où

l'avion s'écrasa. Non, il l'écoute. Tout comme il écoute le général Huchon ou le « *cerveau du génocide* » ou d'autres encore qui, tous, lui servent un brouet de considérations oiseuses.

Dans cette laborieuse lecture, il n'est qu'un moment où mon attention fut attirée. Très exactement à la côte 58 du dossier. Nous sommes le 29 septembre 1999 et Paul Barril est entendu par Bruguière. Le ton est courtois et l'ancien gendarme expose tranquillement son point de vue. « *Dans les années 1990* », dit-il, « *sur ordre de Grossouvre* (François de Grossouvre est alors conseiller à l'Élysée de François Mitterrand) *et d'Habyarimana* (le président du Rwanda tué dans l'attentat du 6 avril 1994), *j'ai été chargé d'infiltrer les structures militaires et politiques* » de la rébellion rwandaise. Barril ajoute : « *Je rendais compte de tous ces éléments à M. de Grossouvre qui en informait le président Mitterrand.* »

François de Grossouvre était le confident de François Mitterrand.

Il a été découvert mort d'une balle dans la tête dans son bureau du palais de l'Élysée le 7 avril 1994, au lendemain de l'attentat commis au Rwanda avec deux missiles sol-air.

En 1993, avant le génocide, Paul Barril, patron d'une société de sécurité, avait signé un contrat de 1,2 million de dollars avec Kigali. Le contrat, intitulé « *opération Insecticide* », portait sur « *le programme de forma-*

*tion* » d'une « *unité d'élite* » devant être initiée au « *tir* » et aux « *techniques d'infiltration* ». Avant et pendant le génocide, les Tutsis étaient désignés par les propagandistes de la haine sous le vocable d'*inyenzi* : les cafards, en kinyarwanda.

Peu avant l'attentat, des proches de Barril ont voulu acquérir deux missiles sol-air, un témoignage écrit en atteste. En avril 1994, l'ancien gendarme est présent au Rwanda pendant le génocide. Dans la foulée, il se charge de défendre devant la justice française les intérêts du gouvernement des tueurs.

Bruguière revoit Paul Barril un an après leur première rencontre, en juin 2000. On peut alors imaginer que le magistrat a instruit, qu'il a des questions à poser, des points à préciser. Mais ce n'est pas le cas. Paul Barril, en personne, sollicite ce nouvel entretien avec le juge bien peu curieux...

Tel est le dossier rwandais. Ses éléments factuels et problématiques sont systématiquement ignorés – voire rejetés ou gommés – au profit de constructions de plus en plus virtuelles, de plus en plus élaborées, de plus en plus idéologiques et, donc, de plus en plus fragiles. L'affaire de l'attentat n'est que l'une des torsions imposées à ce dossier.

Je crois pour ma part, tout comme Bernard Kouchner, que des « *erreurs criminelles* » ont été commises. Je pense



qu'il s'agit de la faute de quelques-uns qui mirent en œuvre une politique secrète. Et je ne crois pas que la France puisse se réduire à un quarteron d'une trentaine de personnes.

C'est pour ces raisons qu'avec mon éditeur, j'ai décidé de republier *L'Inavouable, La France au Rwanda*. Sorti en 2004, ce livre a été le fruit d'un travail de 10 ans. Il a nourri la discussion et pas un de ses éléments n'a jamais été démenti. Aucune virgule de la précédente édition n'a donc été modifiée.

Il m'appartient, toutefois, de relever une erreur et une hypothèse infondée.

L'erreur se trouve page 51 où il est dit que « les troupes américaines » libérèrent le camp d'extermination de Treblinka, quand ce furent les troupes soviétiques qui y parvinrent en 1945.

L'hypothèse infondée se trouve page 115. Il s'agit d'une tentative d'explication d'un chapitre tragique de l'opération Turquoise. Nous sommes à la fin juin 1994. Le génocide, qui se poursuit, a démarré en avril. Après trois mois d'indifférence, le président François Mitterrand vient de lancer cette opération « *strictement humanitaire* » au Rwanda.

Le 27 juin, un groupement du Commandement

des opérations spéciales (COS) découvre l'horreur sur la colline de Bisesero (Rwanda). De leurs yeux, les soldats français constatent que l'extermination se poursuit : des centaines de rescapés sont pourchassés par les tueurs sur cette colline truffée de morts. Commandant du groupement, le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval, alias « *Diego* », en rend compte le soir même.

Mais rien ne se passe. Rien. Jusqu'au 30 juin, soit trois jours plus tard. Ce jour-là, un deuxième groupement COS, dirigé par le capitaine de frégate Marin Gillier, alias « *Omar* », localise les rescapés de Bisesero. Une opération de secours est alors lancée le 1<sup>er</sup> juillet 1994.

Afin de tenter de comprendre cet inexplicable retard, je pose à la page 115 la question suivante : « *Diego et Marin Gillier ont-ils sciemment décidé de contrevenir aux ordres en faisant mine de découvrir, par hasard, le 30 juin 1994, la "tragédie rwandaise" ?* »

Cette question n'est pas la bonne. La réalité des faits est bien plus dramatique. Elle met directement en cause le commandement de Turquoise et les ordres opérationnels reçus. Elle rend aussi hommage, en ce cas précis, au courage et à l'honneur de soldats français qui ont, délibérément et en conscience, choisi de « *désobéir* ».

La réalité, la voici. Le lieutenant-colonel Duval a respecté les ordres et informé sa hiérarchie. Qui n'a pas réagi. Le capitaine de frégate Marin Gillier a, lui aussi, respecté les ordres. Informé par ses hommes de la

situation de Bisesero, il a informé sa hiérarchie. Qui n'a toujours pas bougé.

Ce sont des soldats du 13<sup>e</sup> RDP (Régiment de dragons parachutistes) de Dieuze ainsi que des hommes du GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale) qui, de leur propre initiative, vont littéralement forcer la main à l'action.

L'adjudant-chef Thierry Prunnaud, du GIGN, en a attesté en avril 2005, dans une interview recueillie par la journaliste Laure de Vulpian et diffusée par France Culture. Thierry Prunnaud faisait partie du groupement commandé par le capitaine de frégate Marin Gillier. Il raconte la mission. Extrait.

Thierry Prunnaud : « On regardait, on voyait les gens tous les soirs qui se tiraient dessus, on disait bon tiens c'est les Tutsis qui zigouillent les Hutus. On avait ordre de ne pas bouger, de ne rien faire, surtout pas bouger, de rien faire.

– Alors donc, au bout de quinze jours, qu'est-ce qui se passe ?

– Alors tous les jours, on partait avec différentes unités. En l'occurrence, c'était le 13<sup>e</sup> RDP. On allait interviewer les gens à droite et à gauche et les gens nous parlaient d'une vallée, Bisesero, où il y aurait des rebelles tutsis armés jusqu'aux dents. Puis un jour, on a désobéi.

– Pourquoi, c'était quoi les ordres ?

– Les ordres de notre propre chef, c'était de ne surtout pas aller là-bas.

– C'était qui votre chef ?

– Le commandant Marin Gillier. Il nous avait interdit absolument d'aller là-bas. Et nous, on a décidé d'y aller.

– Qui ?

– Eh bien, les copains du 13<sup>e</sup> RDP. Je ne vais pas citer de noms. On s'est concertés et on s'est dit demain on va à Bisesero. Et c'est là qu'on a découvert le pot aux roses. En fait, c'est une vallée où 10 000 victimes avaient été tuées. Il en restait 800 dans un état lamentable qu'on a évacuées par hélicoptère à l'antenne médicale de Goma. C'était lamentable, lamentable. Là, on s'est rendu compte qu'en fait, c'était pas du tout les Tutsis qui tuaient les Hutus, c'étaient les Hutus qui tuaient les Tutsis, qui les massacraient carrément, massacraient tous les jours, tous les jours. »

La tragédie de Bisesero fait, aujourd'hui, l'objet d'une instruction judiciaire ouverte en novembre 2005 à la suite du dépôt de plaintes contre X au Tribunal des armées pour « complicité de génocide et/ou crimes contre l'humanité ». Sur instruction de la juge Florence Michon, acteurs et témoins des événements de Bisesero ont été entendus par les officiers de police judiciaire du Quai des Orfèvres.

Ce chapitre de Turquoise a suscité d'intenses polémiques. Deux livres ont été publiés<sup>1</sup> dont la finalité

1. *Noires fureurs, blancs menteurs*, de Pierre Péan, Éd. Mille et une nuits, 2005. *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, de Bernard Lugan, Éd. du Rocher, 2005.



était, entre autres, d'affirmer qu'il ne s'était strictement rien passé de notable à Bisesero.

La volonté d'occulter ce qui s'est déroulé ces jours-là est indéniable. Elle s'explique aisément : Bisesero est au cœur du problème posé par le Rwanda aux responsables français. Il suffit d'écouter encore un peu Thierry Prunghaud qui, dans la même interview confirmée par plusieurs autres, reconnaît avoir formé – dans les années précédant le génocide – les tueurs qu'il verra à l'œuvre en 1994.

Thierry Prunghaud : *« J'ai fait mon boulot de militaire comme on me l'a demandé. Et sans savoir ce qui allait se passer après forcément. J'ai eu des renseignements comme quoi les gars que j'avais formés avaient effectivement participé aux massacres. Ça, ça fait drôle.*

*– Est-ce que cette Garde présidentielle était comme un escadron de la mort finalement au moment du génocide ?*

*– Oui, oui, parce qu'ils étaient entraînés, mais vraiment bien entraînés et je pense qu'ils ont dû massacrer un maximum de personnes. Oui. Ils étaient craints d'ailleurs. La Garde présidentielle, le groupe d'intervention principalement, était très craint parce qu'ils avaient été entraînés par les Français et bien entraînés. Les gens savaient exactement de quoi ils étaient capables. »*

Comme plusieurs de ses camarades soldats, Thierry Prunghaud retournera plusieurs années plus tard au Rwanda.

De nombreux hommes, eux, quitteront l'armée à la suite de l'opération Turquoise.

Depuis les années 2000, aucun des responsables français cités dans ce texte, excepté Bernard Kouchner, n'a osé se rendre à Kigali.

Pour ma part, après être retourné au Rwanda à quelques reprises, j'ai décidé d'assister cette année, et pour la première fois, aux cérémonies de commémoration du génocide des Tutsis du Rwanda.

Cela fait 15 ans.

Il est temps.